



HAL
open science

Kari De Pryck, GIEC. La voix du climat

Hugo Mazzero

► **To cite this version:**

Hugo Mazzero. Kari De Pryck, GIEC. La voix du climat. Questions de communication, 2023, 44, pp.487-490. 10.4000/questionsdecommunication.33950 . hal-04468766

HAL Id: hal-04468766

<https://hal.science/hal-04468766>

Submitted on 20 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Kari DE PRYCK, *GIEC. La voix du climat*

Hugo Mazzero



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/33950>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.33950](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.33950)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2023

Pagination : 487-490

ISBN : 9782384510849

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Hugo Mazzero, « Kari DE PRYCK, *GIEC. La voix du climat* », *Questions de communication* [En ligne], 44 | 2023, mis en ligne le 01 février 2024, consulté le 12 février 2024. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/33950> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.33950>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

et agréable à lire. Il propose une synthèse utile sur le fonctionnement du GIEC vu de l'intérieur, tout en abordant des enjeux plus généraux comme la fabrique et la transmission du savoir scientifique, ou la manière de fonder une autorité scientifique. Le livre comporte des encadrés souvent très utiles pour préciser un point ou un événement particulier, ainsi que plusieurs figures et tableaux qui servent, de façon inégale, à illustrer le texte.

Kari De Pryck, *GIEC. La voix du climat*.

Paris, Presses de Sciences Po, coll. Académique, 2022, 240 pages

Kari De Pryck est docteure en sciences politiques et elle est maîtresse-assistante à l'Institut des sciences de l'environnement à l'université de Genève. Au moment de la parution du livre en 2022, elle était postdoctorante associée à l'unité de recherche Pacte de l'université Grenoble-Alpes. L'ouvrage s'inscrit dans la continuité directe de sa thèse, soutenue en 2018, qui portait sur les controverses dans l'expertise internationale en développant le cas particulier du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Comme indiqué dans la préface écrite par François Gemenne (politologue et membre du GIEC), ce livre se veut une sorte de réponse face au constat d'un certain paradoxe : malgré l'importance du GIEC dans la définition des politiques publiques et dans les débats relatifs aux enjeux climatiques, l'institution demeure pourtant peu étudiée par le prisme de l'analyse politique. L'ambition du livre est ainsi de fournir la première sociologie politique du GIEC. L'ouvrage est globalement intéressant

L'introduction de *GIEC. La voix du climat* pose bien les enjeux de la recherche, son ancrage disciplinaire ainsi que la méthodologie employée. L'auteur commence par présenter ce qu'est le GIEC et sa place, voire son aura, dans un imaginaire collectif, en faisant le constat du relatif succès de l'organisation en matière de notoriété et de popularité. Le propos s'intéresse à « l'institutionnalisation du GIEC, aux pratiques et procédures qui structurent la coopération ; mais aussi à la compétition entre scientifiques et représentants des gouvernements » (p. 13). En effet, il est question d'interroger cette identité double du GIEC, et son rôle d'interface entre science et diplomatie. K. De Pryck mobilise des références issues des sciences politiques et de la sociologie (à la croisée entre sociologie des sciences et sociologie des organisations internationales), tout en appuyant ses analyses sur l'étude de la littérature grise (notamment les rapports et notes produits par le GIEC), mais aussi sur un travail d'enquêtes menées au sein de l'organisation. C'est là sans doute un des apports les plus évidents de l'ouvrage : K. De Pryck a suivi de près les réunions du GIEC, en participant à cinq séances plénières des États membres de l'organisation entre 2014 et 2022 (dont deux en ligne du fait de la pandémie de coronavirus), d'abord en tant qu'observatrice externe, puis comme membre de la délégation de l'université de Cambridge. Son travail est également fondé sur une série d'entretiens menés auprès de membres du GIEC, ainsi que sur des échanges plus informels au fil de l'eau. On regrette ici que la méthodologie ne soit pas davantage détaillée, notamment en ce qui concerne la répartition de l'échantillonnage (il est simplement indiqué qu'une cinquantaine d'entretiens ont été réalisés entre 2014 et 2021 avec des auteurs du GIEC et des délégués lors des conférences et des ateliers) et les types de questions.

Toujours dans l'introduction, l'auteur établit un rapide état de l'art sur les recherches similaires menées par l'observation sur le fonctionnement du GIEC. Ces études antérieures apparaissent comme étant

réduites et ayant donné des résultats mitigés, avec par exemple des travaux qui ont servi à alimenter un climatosepticisme. Cela a pu générer une forme de méfiance et compliquer l'accès au terrain et aux personnes. L'introduction se termine par un petit dictionnaire qui sert à préciser les termes et les sigles communément employés dans « le monde du GIEC » (p. 18). Le mode de fonctionnement général de l'organisation est aussi rappelé avec son assemblée plénière et ses trois groupes de travail (nommés groupes I, II et III) chargés chacun d'évaluer des aspects précis des enjeux climatiques, auxquels s'ajoute l'équipe spéciale responsable de la constitution et de la mise à jour des inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Le livre est organisé en quatre chapitres, autour de « quatre arrangements institutionnels, quatre assemblages de pratiques, acteurs, institutions et artefacts qui sous-tendent l'autorité hybride du GIEC » (p. 22).

Le premier chapitre revient sur la création du GIEC et s'intéresse à la question de la représentativité scientifique et politique de l'organisation. Le GIEC est créé à la fin des années 1980 après d'importants développements politiques et scientifiques. L'autrice explique aussi que la création du GIEC coïncide avec un changement épistémique de taille : le passage d'une conception locale du climat à une définition en des termes plus globaux. Dans ce chapitre, elle montre combien l'enjeu de la représentativité est très important, mais encore difficile à satisfaire pour le GIEC. En prenant l'exemple de l'étape du choix des auteurs (à qui va incomber la tâche de rédiger les rapports de synthèse et d'expertise sur l'évolution du climat), elle décrit ces quatre critères pris en compte dans cet ordre d'importance : la diversité des points de vue et les compétences scientifiques ; la diversité et l'origine géographique ; l'expérience et l'ancienneté dans l'institution ; la parité hommes-femmes. La chercheuse va ensuite pointer plusieurs limites pour chacun de ces critères. Elle explique par exemple que, malgré les efforts entrepris depuis les débuts du GIEC pour assurer ces critères de représentativité, l'organisation peine encore à impliquer des experts de l'ensemble des pays du monde de façon équilibrée – un déséquilibre qui se fait encore très largement au détriment des pays dits des Suds, et qui apparaît encore plus grand si on considère uniquement les lieux de formation, surreprésentés par les États-Unis et le Royaume-Uni. Il en va de même en matière de parité car, pour son sixième rapport, on ne comptait qu'un tiers de femmes sur l'ensemble des auteurs et autrices.

Le deuxième chapitre porte sur l'institutionnalisation du GIEC pour organiser le travail et la coopération entre ses membres. K. De Pryck explique que, très vite, le GIEC se tourne vers un mode de fonctionnement très formel et procédural du fait de ses filiations avec des institutions onusiennes, mais également dans le but de gagner en crédibilité et faire face aux critiques. Le processus (étapes de construction de l'expertise et procédures à respecter) devient aussi important que le résultat (les rapports). L'autrice remarque avec justesse que, même s'il est efficace, ce processus induit de cacher la construction sociale des faits scientifiques et les contextes spécifiques dans lesquels ils s'insèrent. En revenant sur plusieurs controverses et difficultés auxquelles le GIEC a dû faire face (voir la controverse du chapitre VIII, Himalayagate), K. De Pryck explique comment ce dernier a évolué au fil des années et de ses rapports. Le GIEC a effectivement été sujet à de nombreuses critiques et attaques, ce qui l'a poussé à renforcer la rigueur et la transparence de son fonctionnement. Plusieurs enjeux spécifiques sont alors abordés tels que la nécessité de négocier un langage commun (à travers les disciplines et les profils des parties prenantes), ou encore la place faite à l'évaluation de la littérature grise (des sources d'informations parfois nécessaires, mais qui ne sont pas sujettes au processus de relecture par les pairs comme pour la littérature scientifique). À la fin du second chapitre, K. De Pryck pointe quelques limites de la procéduralisation qui subsistent malgré les évolutions continues, à commencer par la nécessité d'avoir plus de transparence et de réflexivité sur les pratiques informelles au sein du GIEC. Cependant, la démonstration sur l'informalité qui continue de s'exercer en pratique n'est pas assez développée ; davantage d'exemples et de citations d'entretiens auraient été bienvenus pour appuyer son propos.

Le troisième chapitre s'intéresse à la place des États membres, particulièrement lors des phases d'approbation des résumés à l'intention des décideurs. En portant son attention sur le fonctionnement intergouvernemental du GIEC, la chercheuse entend combler un manque identifié dans la littérature (qui porte davantage sur la dimension scientifique, les enjeux méthodologiques et épistémiques). K. De Pryck s'attarde assez longuement sur les pratiques et les dispositifs d'approbation des résumés à l'intention des décideurs, qui constituent des moments de négociations et de diplomatie très importants entre les *desiderata* des auteurs et des gouvernements. Elle fournit une description détaillée de la manière

dont les étapes se déroulent, avec par exemple la projection des paragraphes qui sont discutés un à un et classés selon un code couleur (vert quand le paragraphe est accepté, jaune lorsqu'il est en débat) ; puis, l'organisation de petits comités qui réunissent délégations et auteurs en désaccord sur un élément, une figure ou une formulation, afin de trouver un compromis qui sera ensuite présenté en séance plénière pour approbation. K. De Pryck s'attache une fois encore à pointer les limites du processus à partir de ses observations et de ses entretiens. Elle mentionne les risques de manipulation lors de l'approbation des résumés avec un rythme lent au début et très précipité à la fin à cause des délais, entraînant une pression plus grande susceptible d'impacter la qualité des décisions prises. De plus, la multiplication des groupes de contact chargés de régler les litiges particuliers fait qu'il est impossible pour certains délégués et auteurs de continuer d'assister aux débats en séance plénière, ce qui conduit à la mise en place de coalitions étatiques pour défendre leurs positions dans les réunions qui se tiennent en parallèle. Tout ce qui figure dans les résumés à l'intention des décideurs doit être accepté par consensus, il n'est donc pas étonnant que cela donne lieu à de complexes négociations faites de compromis et de rapports de force.

Toujours dans le troisième chapitre, l'auteur présente également quelques points sensibles qui dépassent le simple travail d'expertise climatique du GIEC et qui relèvent de sa dimension politique. Elle donne l'exemple des figures qui comportent des cartes dont le tracé des frontières politiques doit pouvoir convenir à l'ensemble des États ; ou encore les controverses liées aux choix de catégorisation des pays (développés, en développement, etc.) et qui ne sont pas sans conséquence pour évaluer le niveau de responsabilité des différents pays en matière d'émissions de gaz à effet de serre. L'ouvrage de K. De Pryck est ainsi très utile pour mieux comprendre les freins politiques inhérents au fonctionnement du GIEC. L'auteur explique bien que l'enjeu principal de ces résumés n'est pas de délivrer une vérité scientifique, mais plutôt de permettre à chacun, et notamment les États membres, d'y trouver leur compte, tout en évitant de sonner trop directif ou trop prescriptif. Selon elle, « les résumés construisent le changement climatique comme un problème pour les sociétés et non comme un problème de société » (p. 143). Elle ajoute : « On peut donc dire que ces résumés tendent à dépolitiser leur objet qu'est le climat » (p. 147).

Le quatrième chapitre analyse la communication du GIEC à travers deux grands enjeux : la capacité de répondre aux critiques de groupes climatosceptiques ; et la difficulté pour les membres du GIEC à parler d'une seule voix. La chercheuse développe l'idée très intéressante selon laquelle le GIEC ne porte pas simplement la voix du climat, mais qu'il la construit, et que cette construction passe par une certaine mise en scène face au constat que la science à elle seule ne suffit pas pour entraîner une réponse politique et sociétale face aux défis climatiques. Le GIEC s'est progressivement emparé de cet enjeu communicationnel à mesure qu'il gagnait en notoriété, d'où l'adoption au début des années 2010 d'une nouvelle stratégie de communication afin de clarifier la position de l'organisation. Cela s'est traduit par un plus grand contrôle des interventions publiques et médiatiques de ses membres, au risque de paraître moins authentique et spontané. La fin du chapitre est consacrée à la difficulté pour le GIEC de bien définir ses frontières. K. De Pryck développe ici deux points très intéressants. Tout d'abord, le rapport qu'entretient le GIEC avec la production de travaux de recherche. En théorie, le GIEC ne conduit pas ses propres recherches, mais propose une synthèse et une évaluation des recherches menées sur le climat dans le monde. En pratique toutefois, la chercheuse explique que production et évaluation des connaissances sont fortement imbriquées et que le rôle du GIEC pour influencer les orientations de recherche est indéniable. Second point, la question de l'impartialité supposée du GIEC. Elle explique ici qu'en proposant des scénarios futurs ainsi que des recommandations pour respecter les engagements des États à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre le GIEC exerce une influence réelle, et que revendiquer une neutralité objective apparaît parfois illusoire.

Dans la conclusion, K. De Pryck partage ses réflexions sur le devenir du GIEC et mentionne le risque qu'il devienne encore davantage une institution lente, bureaucratique et politique. L'auteur a réussi à bien démontrer comment le GIEC s'est imposé comme la voix du climat (au singulier), au point d'occuper un quasi-monopole en matière de production et de diffusion de la connaissance climatique. Le fonctionnement du GIEC se heurte également aux rapports de force institutionnels en place depuis des décennies, ce qui peut expliquer par exemple pourquoi les groupes de travail sont dominés par les sciences naturelles, et le groupe III par les économistes, « ce qui privilégie une compréhension

environnementale et technique du changement climatique » (p. 208). Elle conclut en évoquant le risque de « GIEC-isation » (p. 210) de l'expertise internationale et fait référence à plusieurs initiatives qui cherchent plutôt à se réapproprier l'expertise climatique à des échelles différentes, notamment locale et nationale. Ainsi K. De Pryck propose-t-elle avec cet ouvrage une analyse stimulante et utile du GIEC en présentant une évaluation distanciée sur son fonctionnement et son évolution.

Hugo Mazzero

*Université Bordeaux-Montaigne, Passages,
F-33607 Pessac cedex, France
hugo.mazzero@u-bordeaux-montaigne.fr*